

Unité départementale du Bas-Rhin  
14 rue du Bataillon de Marche n°24  
BP 10001  
67050 STRASBOURG cedex

Strasbourg, le 25/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**ARMBRUSTER site de Richtolsheim**

**siège : 68 RUE DE LOGELBACH  
68000 COLMAR**

Code AIOT : 0006700579

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/03/2026 dans l'établissement ARMBRUSTER Richtolsheim implanté ROUTE DE SAASENHEIM - 67390 Richtolsheim. L'inspection a été annoncée le 14/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Visite faite dans un contexte PPC2026 (Plan pluriannuel de Contrôle) et dans le cadre de l'action nationale 2026 : ATEX.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ARMBRUSTER Richtolsheim
- ROUTE DE SAASENHEIM - 67390 Richtolsheim
- Code AIOT : 0006700579
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ARMBRUSTER, exploite des installations de stockage et de séchage de céréales (blé, maïs) autorisées par l'arrêté préfectoral du 09/09/1998.

## Thèmes de l'inspection :

- AN26 ATEX

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées au préfet ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
7	Contrôle des rejets (air)	Arrêté Préfectoral du 09/09/1998, article 11	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
8	Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 09/09/1998, article 9.4.1	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
5	Conformité des appareils	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation Administrative	Arrêté Préfectoral du 09/09/1998, article 1	Sans objet
2	Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Sans objet
3	Identification des zones à risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Sans objet
4	Formation d'atmosphère explosive	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 67	Sans objet
6	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 A	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de faire un état de la situation administrative du site

Une mise en demeure est proposée au préfet pour la surveillance « air » et « eau pluviales » du site. D'autres observations et demandes ont été effectuées dans les fiches de constat suivantes du présent rapport.

Afin de justifier de l'avancement de la démarche d'actions correctives, il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'Inspection des Installations Classées, dans les délais indiqués dans le corps du rapport, les mesures prises ou prévues pour répondre aux observations relevées.

D'autres suites pourront être envisagées en fonction des éléments de réponse apportés par l'exploitant.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Situation Administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/09/1998, article 1
<b>Thèmes :</b> Situation administrative, Champs d'application

**Prescription contrôlée :**

	Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique	Nature de l'installation	Volume notifié	
Co Il n 21€	2160-1	A	Silos et installations de stockage en vrac de céréales	Silos	31 156 m <sup>3</sup>	ubrique
	2910-A.2	DC	Combustion	Chaufferies	14,64 MW	
	4718-2	DC	Gaz inflammables liquéfiés	Citernes	45 t	

La rubrique 2910 n'est pas nécessaire du fait du séchoir classé au titre de la rubrique ICPE de l'activité pour laquelle il est utilisé (2160). Cette modification du classement fait suite à la note d'interprétation relative au classement ICPE des séchoirs datée du 26/07/2023. La rubrique 4718-2 reste inchangée.

**Type de suite proposée :** Sans suite

**N° 2 : Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48

**Thèmes :** Risques accidentels, Identification des zones à risques

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

[...]

**Constats :**

L'exploitant a présenté un plan d'ensemble identifiant les zones susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion. Un plan détaillé est disponible également pour chaque étage de l'installation. Les zones ATEX : zone 22 ; exclusivement présentes à l'intérieur des quatre élévateurs, sur la centrale d'aspiration des poussières et la chambre à poussières sont correctement identifiées sur les plans. Le risque de formation d'une ATEX par les mécanismes d'échauffement ou de fermentation a été écarté par l'exploitant.

Il n'y a pas eu de modification sur l'installation depuis le dernier plan en date. Les zones à risque identifiées sont les mêmes depuis la réalisation de l'évaluation de détermination des zones à risques. Le Document Relatif à la Protection contre les Explosions (DRPCE) a été remis après la visite.

Note : il est recommandé de dater les plans. Vigilance au DRPCE : d'autres sites du groupe y sont parfois mentionnés au lieu de cibler uniquement le site de Richtolsheim.

**Type de suite proposée :** Sans suite

### N° 3 : Identification des zones à risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
<b>Thèmes :</b> Risques accidentels, Matérialisation des zones à risques
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, tec.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.
<b>Constats :</b>  Les plans et consignes de sécurité sont affichées à chaque étage de l'installation. La signalisation des zones ATEX est bien identifiée : zone 22 exclusivement. Le personnel est régulièrement sensibilisé aux consignes de sécurité. Il est aussi formé à son arrivée, aux risques explosion/incendie, zone ATEX. Un recyclage tous les cinq ans est organisé. Les preuves de formation ont été apportées à l'inspection.
<b>Type de suite proposée :</b> Sans suite

### N° 4 : Formation d'atmosphère explosive

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 67
<b>Thèmes :</b> Risques accidentels, Ventilation des locaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les locaux identifiés à l'article 48 et recensés comme pouvant être à l'origine d'explosion sont convenablement ventilés pour éviter l'accumulation dangereuse de vapeurs inflammables et prévenir la formation d'atmosphère explosive permanente en fonctionnement normal.
<b>Constats :</b>  Un système de ventilation est en place sur l'ensemble des silos de manière à garantir la conservation/qualité optimale des grains et éviter l'échauffement. Les maintenances/contrôles des 3 ventilateurs sont faits annuellement. En zone ATEX, au niveau des élévateurs, le système d'aspiration centralisé fait l'objet de ventilation dans les tours. Maintenance et contrôle sont effectués annuellement sur ce système.
<b>Type de suite proposée :</b> Sans suite

### N° 5 : Conformité des appareils

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65
<b>Thèmes :</b> Risques accidentels, Adéquation produits ATEX / Zonage
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du Code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La présence des marquages ATEX sur équipement a été vue lors de la visite. Pour exemple, au quatrième étage , au niveau de l'élévateur de godet, il a été vu un capteur de bourrage identifié EEx II 3DIP65 T80° ; marquage conforme.</p> <p>Trois équipements/matériels ont été échantillonnés pour vérification de la présence de la déclaration de conformité CE et de la notice : le système d'aspiration (filtre FDI), l'écluse/cyclofiltre de l'aspirateur et les capteurs de bourrage élévateur.</p> <p>L'exploitant a transmis le certificat CE et la notice en français pour le filtre FDI après la visite. Il reste à fournir le certificat et notice de l'écluse/cyclofiltre de l'aspirateur et des capteurs de bourrages élévateurs.</p> <p>La conformité de ces équipements est vérifiée annuellement par un prestataire. Le dernier rapport de vérification des installations électriques des silos au titre de la réglementation des silos_ATEX datant du 17/07/2025 conclut à la conformité de ces derniers.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit, sous un délai de deux mois, fournir à l'inspection les certificats de conformité CE et la notice en français manquants.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suite :</b> Demande de pièces justificatives à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délai :</b> 2 mois</p>

#### N° 6 : Installations électriques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 A</p>
<p><b>Thèmes :</b> Risques accidentels, Vérifications périodiques</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences.</p> <p>[...]</p> <p>Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du Code du travail relatives à la vérification des installations électriques.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les installations électriques sont vérifiées annuellement. Le dernier Q18 de mars 2025 note qu'aucun danger n'est à relever. Le rapport détaillé mentionnait un point à remplacer. Il a été suivi</p>

de fait : remplacement de la pièce. L'inspection a pu vérifier le bulletin d'intervention sur ce point. Ce point n'appelle pas d'observations de l'inspection.
<b>Type de suite proposée :</b> Sans suite

#### N° 7 : Contrôle des rejets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/09/1998, article 11
<b>Thèmes :</b> Risques chroniques, Air
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les conduits et cheminées d'évacuation des rejets atmosphériques seront équipés de dispositifs commodément accessibles permettant le prélèvement en discontinu et dans des conditions conformes aux normes françaises en vigueur, d'échantillons destinés à l'analyse.</p> <p>Les équipements permettant de limiter les émissions de poussières à l'atmosphère seront contrôlés régulièrement. Une mesure annuelle des rejets en poussières issus des séchoirs n° 1, n° 2 et n° 3 ainsi que de l'installation de manutention après le filtre à manches sera réalisée. Cette mesure sera effectuée par un organisme agréé, en période de fonctionnement maximal de ces installations.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le dernier contrôle a été effectué en décembre 2017. Le rapport a été transmis à l'inspection après la visite. La mesure n'est pas faite annuellement comme indiqué dans la prescription ; de ce fait, il y a non conformité. L'inspection propose au préfet une mise en demeure.</p> <p>L'exploitant a évoqué un échange avec l'administration dans le passé relatif à une fréquence plus espacée au vue du contexte du site. L'inspection demande à l'exploitant de justifier d'une nouvelle fréquence.</p> <p>La dernière ayant été faite en 2017, l'inspection demande une nouvelle campagne de mesure.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délai :</b> 6 mois

#### N° 8 : Eaux pluviales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/09/1998, article 9.4.1
<b>Thèmes :</b> Risques chroniques, Eaux pluviales
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les eaux pluviales provenant du site devront avant rejet avoir une teneur en hydrocarbures totaux mesurée selon la norme NFT 90-114 inférieure à 10 mg/l.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a évoqué la présence d'un séparateur d'hydrocarbure sur son site. Il n'a jamais effectué de mesure de teneur en hydrocarbure avant rejet, de ce fait, il y a une non conformité. L'inspection propose au préfet une mise en demeure.</p>

L'exploitant devra justifier de la conformité en teneur en hydrocarbures totaux mesurés inférieure à 10 mg/l de son site et de l'entretien de son séparateur d'hydrocarbure incluant le traitement des déchets.

L'inspection rappelle que les volumes curés sont considérés comme déchets dangereux du fait de la présence possible d'hydrocarbure.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délai :** 6 mois

\*\*\*